

Rencontre handicap, Recherche & Citoyenneté
Sixièmes rencontres FIRAH, 14 mars 2019

TABLE RONDE - Dans quelle mesure une déficience motrice et/ou sensorielle est-elle un facteur de non-recours à l'urgence sociale pour les populations sans-abri ? L'exemple de Paris pour construire un cahier des charges et un livre blanc de l'accessibilité.

Recherche sélectionnée dans le cadre de l'appel à projets Handicap et Grande Précarité 2018.

CREAI Ile de France avec la Haute École de Travail Social de Lausanne, l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, le SAMU social de Paris, l'Armée du Salut, Œuvre et devenir et APF France handicap.

Alors, allons-y, commençons avec cette première table ronde. Le projet de recherche était lauréat 2018. La recherche va démarrer prochainement, cofinancé par La Fondation MAAF handicap et la Croix-Rouge française. C'était chouette d'avoir beaucoup de partenaires.

Dans quelle mesure le handicap sensoriel ou moteur est un facteur de non-recours à l'urgence sociale pour les sans-abri ?

Nous avons Chloé Magnan conseillère technique à la fondation de l'Armée du Salut, à la direction des programmes jeunesse et dépendance.

À côté, Lydie Gibey, du CREAI Île-de-France.

Élodie Thiercelin à l'institut des jeunes sourds, et Stéphane Rullac, directeur scientifique de la recherche et professeur à la Haute école de travail social de Lausanne. J'espère que je ne me suis pas trompée.

Merci d'être là. Cette recherche commence à peine et donne déjà des résultats positifs.

Lydie, vous allez coordonner cette recherche. Qu'est-ce qui vous a donné envie de participer à cette recherche ?

- Dans nos missions, au sein du CREAI, on a la chance de pouvoir travailler avec différents secteurs : le monde de l'exclusion, le secteur du handicap, la protection de l'enfance.

On s'est rendu compte que parfois c'était les mêmes personnes qui étaient accompagnées dans ces dispositifs. Et le cloisonnement des dispositifs entravait encore plus les solutions possibles.

À l'occasion de ma prise de fonction en Île-de-France, je suis arrivée il y a 9 mois suite à Jean-Luc Barrère. Dans mon réseau, il y avait des gens qui étaient dans le domaine du diagnostic du handicap rare, en lien avec des personnes en situation de déficience sensorielle : on s'est rendu compte qu'ils étaient en difficulté dans l'accompagnement de certains types de population.

Par exemple, des personnes sans-abri qui sont également en situation de handicap du fait d'un déficit moteur et qui ont des fauteuils. Du coup, les dispositifs actuels ont beaucoup de mal à les accompagner. Idem pour les personnes présentant un déficit sensoriel.

Alors au CREAL Île-de-France, nous avons des solutions. J'ai pris mon téléphone, pensant que cet appel à projets était une opportunité, j'ai réuni des gens et nous avons tous travaillé ensemble. C'est vraiment une réponse collective.

Ce qui me touche aujourd'hui, comme vous l'avez dit, la recherche a été acceptée par la FIRAH.

Nous avons déjà commencé. Les acteurs de la première phase sont déjà vraiment impliqués. C'est vraiment chouette.

— C'est en cela que je disais c'est une première surprise de voir des acteurs et des actrices très motivées sur ce projet.

Stéphane, voulez-vous dire un mot de cette recherche, elle est participative, c'est de la co-construction comme toutes les recherches de la FIRAH.

Comment allez-vous travailler ensemble avec une partie des acteurs et des actrices qu'on ne connaît pas encore, ce qui est un challenge supplémentaire ?

— En effet, ce projet de recherche rentre dans la famille de recherche appliquée qui se développe actuellement, qui peut s'appeler une recherche-action collaborative. Recherche-action, tout le monde sait ce que c'est.

Collaborative, c'est plus nouveau.

L'idée, c'est de mettre des types d'acteurs différents ensemble. Tous les acteurs impliqués sont considérés comme des chercheurs, y compris les personnes ciblées par la recherche qui d'habitude sont des objets, et qui vont se retrouver pour certains comme chercheurs sur le projet.

C'est vrai, ils ne sont pas là parce que nous ne les avons pas encore trouvés. Le premier objectif, c'est de les trouver.

Nous allons pouvoir rencontrer les personnes partenaires, notre cible, des personnes en situation de handicap présentant des déficits moteurs et sensoriels.

Nous allons les chercher, les dénombrier, peut-être pas.

Le SAMU social sera un partenaire important puisqu'il coordonne toutes les maraudes de Paris. Nous avons adressé un questionnaire aux 110 maraudes de Paris pour savoir s'ils peuvent rencontrer des personnes qui nous intéressent.

Nous souhaitons en rencontrer une trentaine.

Ensuite, l'objectif ce serait de prendre 10 personnes qui seraient motivées et qui viendraient rejoindre le groupe de travail pour faire la recherche. C'est la deuxième phase.

On prendrait le savoir disciplinaire et scientifique, c'est classique.

Le savoir professionnel dans l'urgence sociale. Et l'innovation, on reconnaît un nouveau type d'experts qui auraient un savoir, le savoir d'expertise d'usage.

Quand on fait usage du dispositif, si on est accompagné à le faire valoir, on a une expertise.

Donc cette recherche sera coconstruite à partir de ces trois savoirs.

Vous connaissez ce dessin : on met deux personnes face-à-face et on met un 6 et 9 ; l'un voit le 6 et l'autre voit le 9.

Cela nous permettrait d'intégrer des normes nouvelles, de l'accessibilité, de l'urgence sociale puis de l'accompagnement.

- L'idée c'est de trouver des leviers pour rendre plus accessibles ces dispositifs d'urgence sociale.

Chloé, l'accompagnement, cela vous tient à cœur. Chez vous aussi, ce n'était pas forcément évident. À l'Armée du Salut, ce n'était pas évident de faire travailler ensemble des secteurs inclusion handicap, des gens qui n'ont pas forcément l'habitude de se parler ?

- Tout à fait. J'en profite pour remercier Lydie Gibey et Stéphane Rullac de nous avoir sollicités pour rejoindre cette recherche. On n'y trouve un grand intérêt, mais c'est aussi une démarche innovante pour l'Armée du Salut de rejoindre une démarche scientifique de

recherche. Et cela correspond à un réel désir de la fondation de s'impliquer, d'amener de la recherche scientifique pour enrichir ce qui aujourd'hui ressort souvent sur des problématiques de terrain.

La question du décloisonnement est importante.

Effectivement, notre organisation est organisée avec un secteur inclusion sociale, et un secteur jeunesse handicap et dépendance.

Pour autant, on a le souhait d'agir de plus en plus en transversalité. Parce que les catégories ne font plus sens aujourd'hui.

On remarque que les personnes qui ont vécu à la rue ont du mal à avoir accès aux établissements qui existent aujourd'hui dans le secteur handicap.

Paradoxalement, les établissements d'hébergement ou de logement social ne sont pas accessibles pour les personnes en situation de handicap.

Donc, cela fait complètement sens par rapport aux problématiques que l'on rencontre aujourd'hui, et aux freins que l'on souhaite lever pour aider ces personnes en situation de handicap et qui plus est à la rue.

— Je pense à Élodie, c'est un peu la même dynamique qui vous a fait vous impliquer dans cette recherche. C'est-à-dire de voir concrètement quels outils vous pouvez mettre en place pour rendre accessibles celles-là ?

Élodie, vous avez cette double casquette.

Vous êtes là aussi pour cet apport spécifique puisque vous travaillez pour des personnes sourdes. Quel est votre apport spécifique au sein de cette recherche ?

— Elle accompagne des enfants en situation de handicaps visuels et auditifs, de l'enfance à l'adulte.

Dans mon travail de tous les jours, comme coordinatrice à l'institut des jeunes sourds, je suis ravie de mettre mon expertise au niveau de la surdité et de la langue des signes française dans cette recherche. Et aussi mon expertise de la d ficiency visuelle, et de la surdicécité, la double d ficiency associée.

Ce projet de recherche a éveillé une curiosité chez moi. J'avais envie de voir sur ce champ adulte, qu'est-ce qui peut faire que les personnes soient en rupture de parcours et se retrouvent à la rue ?

Ce qui m'a intéressé encore plus, c'est la démarche action collaborative.

Je suis intimement persuadée que les solutions viennent des usagers eux-mêmes.

Le fait de les faire participer, leur donner une place à part entière dans la recherche, c'est très intéressant. Cela fait écho à des situations que j'ai pu vivre dans le cadre de ma pratique professionnelle.

J'accompagne des jeunes sourds qui perdent la vue, et je propose à mes collègues de leur apprendre le braille, d'aller sur le domaine de la déficience visuelle.

La réponse de mes collègues c'est : " ils sont sourds et non pas déficients visuels. Tu ne vas pas leur apprendre le braille ? »

J'ai voulu aller au-delà de cela. J'ai posé la question directement aux usagers, aux Jeunes Sourds et aux jeunes sourds malvoyants, leur réponse a été : "Pourquoi pas ? Allons-y. »

Le fait de donner cette place experte aux usagers m'a vraiment intéressé dans cette recherche. C'est un point clé.

— _ C'est ce que Lydie disait en entrée : c'est quelque chose de plutôt nouveau pour vous. Du point de vue de la FIRAH, c'était très intéressant de donner la parole et d'inclure des acteurs de terrain que l'on n'entend pas non plus dans le cadre de recherche.

Lydie, j'allais dire que vous me disiez hors micro, mais on n'est pas à la radio, que pour vous, cette triple expertise allait déjà être un gage de qualité au départ.

C'est une force dans le cadre de cette recherche qu'on n'a pas forcément ailleurs dans d'autres missions que vous réalisez par ailleurs.

— _ Oui, qu'on n'a pas forcément ailleurs. Mais je pense que c'est important qu'on commence à l'avoir un peu partout. C'est l'idée de : tous nécessaires, et tous insuffisants.

Chacun à notre place, nous sommes tous nécessaires et insuffisants.

Notre idée c'est d'être facilitateur de rencontre, bien sûr avec les personnes elles-mêmes.

Mais c'est un grand défi. Je ne sais pas si nous arriverons à tous les objectifs que nous nous sommes fixés ne serait-ce que pour identifier les personnes concernées, les inscrire dans la démarche de recherche en elle-même.

C'est un défi.

C'est aussi un défi d'apprendre à se parler les uns les autres. Mais nous avons envie tous ensemble de relever ce défi.

— _ Justement, et je m'adresse à vous tous : que pensez-vous que cela va vous apporter à titre personnel, mais aussi au nom de vos associations et fondations ?

Stéphane, le résultat concret attendu ? Le cahier des charges ? C'est un peu pour faire un dernier tour de table.

Chloé, un mot sur les attentes ?

— _ Pour rejoindre ce qui vient d'être dit, à l'Armée du Salut, on a vraiment à cœur d'associer des personnes aux démarches qui les concernent.

C'est vraiment quelque chose d'important pour nous.

C'est la méthode de la recherche-action collaborative que nous validons et dans laquelle nous souhaitons absolument nous inscrire.

Personnellement, l'une de mes attentes, c'est de rendre plus visible la situation des personnes à la rue, les personnes en situation de handicap qui n'ont pas accès à l'urgence sociale, mais aussi à certaines structures accueillant des personnes en situation de handicap.

C'est vraiment ce que j'attends de cette recherche. Et pour terminer, je pense que plus ça va aller, plus au sein d'une fondation comme la nôtre importante, nous allons nous enrichir d'une réflexion scientifique.

— Pour rebondir là-dessus, Stéphane, il y a des attentes et des outils très concrets qui vont être produits. Nous sommes au démarrage, mais pour donner une idée ? Quelle forme cela prendra ?

— Juste avant de répondre à votre question, je voudrais revenir un point important : les personnes sans-abri ont fait l'objet de recherches innombrables. J'ai fait ma thèse sur ce

sujet, cela intéresse beaucoup de gens. Il y a beaucoup de moyens, c'est un thème qui intéresse énormément les Parisiens.

Dans ce thème, il y a des personnes qui font l'objet de recherche. À tel point que 30 % des sans-abri seraient concernés par la question.

Mais concernant les personnes en déficience moteur ou sensorielle, c'est le trou noir.

Je pense que nous allons lever un bout du tapis. Quand nous aurons entrevu quelques éléments, nous aurons sûrement envie de le soulever complètement.

Comme vous le suggérez, nous allons directement aller aux outils. L'urgence sociale est définie dans un grand référentiel le premier datant de 2005. On décrit tout ce qui concerne l'urgence sociale.

On s'est intéressé au handicap spécifiquement lié à des déficiences moteur. Il y a une référence sur 500 pages. Donc la visibilité des problématiques rend invisibles les solutions.

On s'est lancé dans un univers.

Cette recherche ne suffira sûrement pas.

C'est sûrement un début de quelque chose et je me pose cette question : pourquoi ce type de handicap n'est pas sous la lumière ? C'est incroyable.

- Stéphane est en train de nous dire que l'on a à peine fini de financer la recherche qu'il faut en financer d'autres.
- Moi, j'étais travailleur social, j'ai travaillé au SAMU social il y a quelques années. À l'époque, on ne pouvait pas prendre les fauteuils dans les camions. Les coordinateurs des maraudes nous ont dit que cela avait un peu évolué : les fauteuils roulants classiques peuvent rentrer dans les camions, mais pas les fauteuils roulants électriques.

Pourquoi ne pas aménager un camion ?

- Qui veut ajouter un mot ?
- L'idée d'une telle recherche, c'est une utilité sociale. Le caractère d'invisibilité de la problématique soulevée, on nous a souvent dit : pourquoi pas le handicap psychique ?

La santé mentale est un sujet qui m'intéresse beaucoup.

- Juste avant d'arriver, j'ai échangé avec un collègue sourd, je lui expliquais le thème de la recherche et il m'a dit : « bien sûr, il y a des personnes sourdes en situation de grande précarité. » Alors c'est tout l'intérêt de mobiliser mon réseau et mes connaissances pour faciliter la recherche.
- Je voudrais ajouter un truc : j'espère qu'on pourra continuer sur ce type de recherche. J'ai eu plusieurs coups de fil de personnes qui ont de l'autisme et qui m'ont dit : " Lydie, s'il te plaît, fais quelque chose pour les personnes autistes dans la rue ». Le fait de commencer quelque chose incite les autres à continuer.
- Je vais laisser le mot de la fin à Jean-Claude Ameisen.
- Ce projet me dit quelque chose. Par défaut. C'est très surprenant quand vous dites, le SAMU social, il sait quel fauteuil il peut prendre ou pas. Mais ne sait pas combien il y a de personnes à la rue. Alors on prend en compte, mais on ne répertorie pas.

Il y a quelque chose de l'ordre de ne pas vouloir voir où savoir.

La deuxième chose, vous parlez de catégorie comme les sourds ou les aveugles. Lorsqu'on parle de handicap psychique, de troubles psychiatriques, un grand nombre de personnes qui vivent dans la rue vont acquérir des problèmes psychiques. Vous trouverez encore là un croisement entre handicap sensoriel, moteur, et handicap psychique. Là encore, il ne faut pas faire de catégorie ou séparée.

Ce qui me frappe, c'est un thème général : l'inclusion qui consiste à donner les mêmes droits, faire en sorte que les personnes en situation de handicap aient les mêmes droits que d'autres, c'est en même temps un levier.

C'est un levier pour que nous tous acquérions plus nos droits.

Quand vous dites que la recherche peut être un modèle pour inclure des personnes qui sont a priori sans domicile est en situation de handicap, cela peut être un modèle pour élargir la prise en compte de toutes les personnes dans cette situation, et pour les faire accéder à leurs droits.

Parce que c'est une double peine : être en situation de handicap et être dans la rue.

Actuellement, être dans la rue avec les systèmes d'aide et d'accompagnement, c'est un désastre.

Malgré toute l'aide apportée, elle est profondément insuffisante.

Il y a ce message important. Tout ce qui est fait pour augmenter l'accès au droit des personnes en situation de handicap, et souvent on ne le réalise pas, c'est quelque chose qui permet à toutes et à tous de mieux accéder à nos droits. Si on le voit comme quelque chose de global et pas simplement comme quelque chose de sélectif : que peut-on faire pour que toutes les personnes, quels que soient leurs problèmes soient inclus dans les projets de recherche et les solutions à trouver ?

J'ai juste une difficulté : la majorité des gens n'ont pas accès aux services lorsqu'ils sont dans la rue. Il y a un défaut. Et les personnes en situation de handicap le vivent sans doute de manière plus tragique.

Avez-vous un groupe témoin ? Avez-vous des personnes sans domicile qui a priori n'ont pas de handicap particulier pour pouvoir comparer ?

Est-ce que c'est quelque chose que vous pourrez facilement comparer ?

— La littérature scientifique s'est beaucoup penchée sur cette question-là, sans faire de particularités sur le profil de la personne sans abri.

C'est notamment le docteur Emmanuelli. Sur le processus de désocialisation définie en cinq étapes.

On a un modèle.

La question que l'on peut se poser avec les personnes avec des troubles particuliers, le modèle doit-il être revu ? Ou est-ce qu'il faut reprendre un autre modèle ?

On n'a pas de groupe témoin, mais on a beaucoup de recherches qui font un modèle témoin pour qu'à un moment donné quelqu'un revendique d'être dans la rue et dise à la personne que c'est un choix. Alors que c'est tout sauf un choix. Sinon nous irions tous passer nos vacances dans la rue.